

Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs

Témoignages des pionniers des relations franco-québécoises

19 février 2016

Montréal

Intervieweur : Robert Trudel

Interviewé : Jean-Louis Roy

| | |
|-------------|---|
| 00:00:00:00 | |
| 00:00:06:12 | Robert Trudel : Bonjour M. Roy, je vous remercie au nom de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs d'avoir accepté de donner votre témoignage sur les relations France-Québec, dont vous êtes un acteur important majeur. |
| 00:00:22:16 | |
| 00:00:23:16 | Au cours des 20 années de 1980 à 2000, vous avez été successivement directeur du quotidien national <i>Le Devoir</i> , 1981-1986, vous avez été délégué général du Québec à Paris, 1986-1990, et également secrétaire général de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, 1990-1999, agence qui deviendra Organisation internationale de la Francophonie. |
| 00:00:56:19 | |
| 00:00:57:19 | Il est très important pour nous, à la Commission et pour l'ensemble des gens qui s'intéressent aux questions internationales du Québec, de mieux connaître le rôle que vous avez joué, à la fois comme homme d'action, mais aussi homme de réflexion. |
| 00:01:13:00 | |
| 00:01:14:00 | Quand vous étiez directeur du <i>Devoir</i> , ce grand quotidien national, quelles ont été les relations que vous avez développées avec les journaux français, à la fois les journaux eux-mêmes, et également les journalistes français ? Est-ce qu'il y a un journal avec lequel <i>Le Devoir</i> , au cours de cette période, entretenait des liens vraiment significatifs ? |
| 00:01:44:06 | Jean-Louis Roy : Deux choses; la première c'est que quand je suis arrivé au <i>Devoir</i> , j'avais dit au conseil d'administration, dans les tractations avant que je sois nommé, que moi, ce qui m'intéressait, outre la question du Québec, pour lequel <i>Le Devoir</i> a une mission très particulière, c'était l'international. |
| 00:02:03:09 | J'avais été prof à McGill, j'avais bénéficié des accords de McGill avec la Pologne, avec la Roumanie, j'avais enseigné en Europe de l'Est, les questions internationales m'intéressaient. Et dans ça, évidemment la France. |
| 00:02:15:24 | |
| 00:02:17:18 | Dans les relations avec le reste du monde, la France et l'Afrique. Et dans les pages du <i>Devoir</i> , quand je suis arrivé en février 1981, les gens ont vu tout de suite qu'il y aurait une place importante à l'international. Lise Bissonnette, que j'ai nommée rédactrice en chef, est venue, Lise pourra vous le dire, elle est venue lorsqu'elle m'a dit « enfin, on va parler autrement du monde dans le journal » et ça l'intéressait beaucoup. |
| 00:02:41:10 | |

| | |
|-------------|--|
| 00:02:42:10 | Avec la France, on a fait des ententes avec le journal <i>Le Monde</i> et avec son directeur Fontaine, André Fontaine que je connaissais, que j'ai revu à quelques reprises, et avec... On était très en lien avec Philippe Decraene du <i>Monde</i> aussi, dont l'épouse va devenir la secrétaire de Mitterrand et pendant tout le temps où j'ai été à Paris parce que je les connaissais depuis <i>Le Devoir</i> , j'étais allé chez eux et qu'ils étaient venus chez moi à Montréal et tout ça... |
| 00:03:08:10 | Paulette Decraene et Philippe Decraene sont devenus des amis et ça m'a permis d'avoir toutes sortes de passages, y compris à l'Élysée. |
| 00:03:16:11 | Donc c'est avec le journal <i>Le Monde</i> , l'entente c'était qu'on pouvait publier sans limites les chroniques du <i>Monde</i> , les textes d'information aussi, ce qu'on se gênait pas de faire. Bon, selon une certaine mesure quand même, mais on n'avait pas les moyens de couvrir le monde comme le journal <i>Le Monde</i> et on a renouvelé cette entente, je pense... C'était une entente sur deux ans, deux ou trois fois au moment où j'étais là. |
| 00:03:42:12 | Et je m'intéressais beaucoup à la politique française. Alors, page éditoriale sur la rénovation du système éducatif français. Chevènement était ministre de l'Éducation à l'époque. J'ai beaucoup commenté ça. La prise de pouvoir évidemment de François Mitterrand, c'était les socialistes qui prenaient le pouvoir en France pour la première fois. 5 ^e république, avec tous les projets. |
| 00:04:06:06 | J'ai suivi Lang aussi, qui m'intéressait beaucoup, la politique culturelle. La politique culturelle de la France et l'impulsion qui avait surpris, d'ailleurs beaucoup de monde à l'époque, de la France en direction de l'Europe. Ça c'était Delors, évidemment, beaucoup Jacques Delors avec... Comment je dirais ? |
| 00:04:30:00 | Un intérêt aussi pour l'autre famille politique qui était évidemment Jacques Chirac, que je connaissais parce que j'avais été, à travers des associations de journalistes, à l'Hôtel de Ville de Paris à quelques reprises au moment où j'étais au <i>Devoir</i> . |
| 00:04:44:22 | Et je pensais, comme beaucoup de gens, c'était pas très original, que Chirac avait un destin, qu'on allait l'avoir à l'œil pendant longtemps. Qu'il serait dans le décor pendant longtemps et qu'il était important pour le Québec. |
| 00:04:59:25 | RT : Vous avez fait allusion à l'importance de la démarche française vis-à-vis l'Europe, la construction européenne au début des années 80. Est-ce que à l'époque vous pouviez en tirer, sinon des leçons, du moins des éléments de réflexions, par rapport à la situation du Québec au sein du Canada, et même dans l'ensemble nord-américain plus largement ? |
| 00:05:25:28 | JLR : Moi, quand je suis arrivé à Paris comme délégué général, la grande affaire c'était Schengen. On préparait à distance Lisbonne, les grandes conférences qui vont établir l'Europe telle qu'elle est maintenant. Avec ses limites, mais quand même, telle qu'elle est maintenant. La monnaie européenne notamment, ce n'est pas rien. |
| 00:05:42:23 | Et la circulation des personnes, on consacrait, alors ça, c'est les principes, on consacrait dans la politique réelle, et la monnaie. J'ai vu apparaître l'euro, c'est quand même énorme. À ce moment-là, on négociait le traité de libre-échange avec les États-Unis. |
| 00:05:57:10 | |
| 00:05:58:09 | Alors, moi j'ai passé des heures et des heures à répondre à toutes sortes de questions, à des commissions de l'Assemblée nationale française, à des hommes et des femmes politiques aussi, et au président de la République : |

| | |
|-------------|---|
| 00:06:08:14 | « Qu'est-ce que c'est que cette affaire du libre-échange ? Comment se fait-il que le Québec appuie, tout le Québec, le Québec de Bernard Landry, mais le Québec de Robert Bourassa, que tout le Québec appuie, alors qu'apparemment dans d'autres régions du Canada, dans l'Ontario par exemple il y a des blocages, et vous, vous êtes en arrière de cette affaire. Bon il fallait expliquer ça. |
| 00:06:27:07 | |
| 00:06:28:01 | Et c'est ce qui a expliqué, on y reviendra peut-être, ce qui explique aussi l'intérêt... Parce qu'il y a beaucoup d'affectif, mais il y a d'abord des intérêts. L'intérêt du président Mitterrand, pour ses conversations avec Bourassa. Ils parlaient vraiment de la construction des ensembles économiques. |
| 00:06:45:28 | Et les Européens s'intéressaient à ça, et on essayait de leur vendre l'accès au grand marché nord-américain à travers nous. À travers le Québec, s'installer ici et puis à partir d'ici avoir accès à ce grand marché solvable. Et à l'inverse, eux, ils étaient en train de faire l'Europe, et ça nous intéressait évidemment beaucoup. Comment on va pouvoir se situer dans ça ? |
| 00:07:12:16 | Parce que très vite quand je suis arrivé à Paris, j'ai réalisé très rapidement qu'il y avait à peu près pas d'entente qu'on pouvait faire avec la France qui avait pas une connotation européenne; pas un règlement européen qui était en cause, une directive européenne qui était en cause. Et qu'il fallait en tenir compte. |
| 00:07:29:16 | Il fallait que nos partenaires français aient le sentiment qu'on comprenait leur situation. De la France maintenant dans l'ensemble européen. |
| 00:07:37:20 | |
| 00:07:39:29 | RT : Donc vous avez, non seulement fait des réflexions sur ces sujets, vous avez non seulement écrit sur ces questions, mais vous êtes donc également intervenu au sein de plusieurs assemblées françaises pour répondre à des questions concernant le libre-échange ou l'intégration nord-américaine. Et ça vous a permis également de poursuivre vos observations, vos analyses, pour la construction européenne. |
| 00:08:11:12 | Il y a eu plusieurs protagonistes très importants pour trouver une solution, en permettant l'accès du Québec au Sommet de la Francophonie. Il y a eu M. Robert Bourassa, il y a eu le premier ministre Brian Mulroney, il y a eu également Pierre-Marc Johnson, également premier ministre. |
| 00:08:31:27 | |
| 00:08:33:04 | Alors, à votre avis, qu'est-ce qui a permis de dénouer l'impasse, parce que plusieurs premiers ministres sont intervenus, je les renomme à nouveau : Robert Bourassa, Brian Mulroney, Pierre-Marc Johnson. Donc la question : Comment le nœud gordien a-t-il été dénoué pour permettre l'accès du Québec à la Francophonie ? |
| 00:09:02:18 | JLR : Tout ça commence à Moscou, il y a des funérailles d'un président de l'Union soviétique. Mitterrand est là, Mulroney est là, et Mitterrand dit à Mulroney : « Je veux réunir les chefs d'État et les gouvernements des pays francophones. Comme vous le faites au Commonwealth, faut faire la même chose, et je veux faire ça en 1986, l'année prochaine. » |

| | |
|-------------|--|
| 00:09:19:21 | Mulroney dit : « Je crois que je peux m'entendre avec le gouvernement du Québec. Laissez-moi négocier avec eux. » La négociation s'est faite entre Pierre-Marc Johnson, Louise Beaudoin qui assistait le premier ministre Johnson à l'époque, et M. Mulroney. Et ils ont trouvé la formule de gouvernement participant, État membre et gouvernement participant qui est une formule très correcte. Et puis M. Johnson est battu, M. Bourassa devient premier ministre. |
| 00:09:48:10 | Moi, ce que je sais de cette histoire, c'est qu'au début de 1986, j'ai une première rencontre avec Robert Bourassa qui veut que je devienne délégué général du Québec à Paris. Et on a une conversation, est-ce que je vais être délégué du Québec et délégué aussi aux affaires francophones ? |
| 00:10:04:03 | Donc on parle de francophonie ensemble avec le premier ministre, M. Bourassa. Et je lui dis : « Que pensez-vous de l'entente Johnson-Mulroney ? Est-ce qu'il faudra renégocier tout ça aussi ? » Et M. Bourassa m'avait dit : « Je la contresigne. Il y a pas de débat possible, cette entente est une bonne entente. L'avez-vous lue ? » Me dit-il. Je dis « oui je l'ai lue. » Il dit « moi aussi je l'ai lue, c'est une bonne entente. » |
| 00:10:26:00 | Et je vais vous dire, j'ai beaucoup aimé ce moment-là, parce qu'il me semble que quand on est le Québec dans le contexte nord-américain, il y a un certain nombre de questions sur lesquels les Québécois à haut niveau, premier ministre Johnson, premier ministre Bourassa, doivent s'entendre entre eux, plutôt que se déchirer sur la place publique. Négocier et s'entendre. |
| 00:10:46:10 | Alors cette fois-là, il n'y a pas eu besoin d'une grande négociation. La formule qui avait été retenue par Johnson, le premier ministre Johnson, faisait l'affaire du premier ministre Bourassa. |
| 00:10:54:25 | |
| 00:11:00:02 | RT : Quelque temps à peine après le dénouement de cette question, et l'entente sur la participation du Québec au Sommet de la Francophonie, le premier ministre fédéral Brian Mulroney nomme Lucien Bouchard ambassadeur du Canada à Paris. Quelle a été à votre avis, l'importance et surtout la portée de cette décision du premier ministre Mulroney ? |
| 00:11:28:28 | |
| 00:11:29:28 | JLR : J'étais toujours au <i>Devoir</i> , c'est la dernière année où j'étais au <i>Devoir</i> , quand Lucien Bouchard a été nommé ambassadeur à Paris. Il y a eu un tollé quasiment raciste dans le reste du Canada sur la nomination de Lucien Bouchard comme ambassadeur à Paris. À Toronto, à Winnipeg, à Vancouver, on a vraiment vu les vannes s'ouvrir contre ce séparatiste qui allait représenter le Canada, etc., etc. |
| 00:11:55:10 | Et au <i>Devoir</i> , on l'a beaucoup défendu. Et on l'a défendu d'une façon très particulière. On l'a invité. On a fait avec lui ce qu'on a fait très rarement quand j'étais là : presque deux pages d'entretien. Qui était-il ? Qu'est-ce qu'il voulait faire à Paris ? |
| 00:12:08:11 | Pourquoi il avait accepté ce poste ? Comment il réagissait face au bruit terrible un peu volcanique qui était venu du reste du Canada ? Et ça nous permettait évidemment... Les réponses de Lucien on les imagine, de Lucien Bouchard on les imagine. Ça nous permettait en éditorial de revenir en disant : |

| | |
|-------------|--|
| 00:12:25:05 | « Arrêtez, vous dites n'importe quoi, d'abord, pouvez-vous au moins l'entendre ? Pouvez-vous au moins l'entendre, etc. » C'était un grand signal aussi pour les Français. Parce que tout le monde savait que Lucien Bouchard, c'était l'ami intime de Mulroney, c'était le collègue de faculté de droit, c'était celui qui avait rédigé les principaux discours sur l'unité nationale canadienne dont le premier ministre Mulroney se faisait à ce moment-là le chantre. |
| 00:12:54:18 | |
| 00:12:55:18 | On savait qu'il avait l'oreille du premier ministre, et il le nomme. Plutôt qu'à un poste important dans le cabinet fédéral, il le nomme ambassadeur à Paris. C'est un très grand signal pour les Français. |
| 00:13:04:26 | |
| 00:13:05:21 | RT : Un très grand signal pour les Français, mais est-ce que vous êtes en mesure maintenant de mieux évaluer la réaction qu'il y a eue à Toronto, dans l'Ouest, en Colombie-Britannique concernant la nomination de Lucien Bouchard ? |
| 00:13:22:10 | Est-ce que c'était uniquement la dimension de « Lucien Bouchard séparatiste » selon les termes employés, ou est-ce que c'était une incompréhension des relations entre le Canada et la France, puis entre le Québec et la France ? |
| 00:13:39:01 | |
| 00:13:40:05 | JLR : C'était certainement une incompréhension de... D'abord le premier ministre Mulroney avait une forte majorité, il est élu en septembre 1984 avec la plus grande majorité de l'histoire du Canada. Donc il avait des amis politiques à travers tout ce pays-là. Et tout à coup la presse lui rentre dedans sur une nomination. |
| 00:14:01:12 | Il y avait quelque chose que... Le besoin de réconciliation avec le Québec, je parle comme M. Mulroney, n'est pas compris manifestement dans le reste du Canada. |
| 00:14:10:17 | Le besoin de donner un signal fort, la nomination de Lucien Bouchard étant un signal fort, n'était pas compris du reste du Canada. D'ailleurs on a vu les tentatives constitutionnelles de M. Mulroney échouer les unes après les autres. Il y avait un refus très profond. Et ce qu'il s'est passé au moment de la nomination de Lucien Bouchard aurait dû nous faire comprendre qu'on n'irait pas loin avec un projet de révision constitutionnelle. |
| 00:14:39:26 | Il y avait un blocage. Dans les esprits, il y avait quelque chose de définitif : nous n'allons pas, en tout cas pas à ce moment-là, dans cette période-là, ouvrir une négociation avec le Québec même si c'est dans « l'honneur et la dignité » comme disait M. Mulroney à l'époque. |
| 00:14:56:17 | RT : Mais donc ce n'était pas uniquement relié... Ce que je veux dire, c'est que la réaction à Toronto et dans l'Ouest n'était pas uniquement reliée à la personne de Lucien Bouchard. C'était bien sûr le fait que Lucien Bouchard était considéré comme séparatiste. |
| 00:15:12:28 | Mais en plus, c'était le fait que pour une bonne partie des leaders d'opinion, et plus largement de l'opinion publique de Toronto jusqu'à Vancouver, les relations entre le Canada et la France, et surtout entre le Québec et la France, ne constituent pas une question vraiment importante. C'est pas une question vitale. Est-ce que mon interprétation est fondée ou pas ? |
| 00:15:47:12 | |

| | |
|-------------|---|
| 00:15:48:13 | JLR : Écoutez, les Canadiens anglais, pour utiliser un terme de plus en plus absurde, parce que, une majorité maintenant, presque, d'entre eux vient d'Asie et vient d'ailleurs... sont comme nous. Ils pensent pas tous la même chose en même temps. Il y avait donc au Canada anglais une réaction très forte dans les médias, mais il y avait des appuis aussi, à la nomination de Lucien, au Canada anglais. Le ministre des Affaires étrangères était Joe Clark. |
| 00:16:10:23 | Et avait accepté, quand même, la nomination de Lucien. Ou dans le gouvernement de l'Ontario, que Lucien Bouchard va retrouver longtemps après, quand il va devenir premier ministre du Québec, et avec lequel il va avoir une très bonne relation. |
| 00:16:24:00 | Le gouvernement Bouchard et le gouvernement de l'Ontario, même de droite, ont une très bonne relation. Les gens aussi, à ce moment-là ont dit « mais qu'est-ce que c'est que ce tapage ? » Mais il y avait eu un vrai tapage, faut pas se tromper. |
| 00:16:34:26 | Je crois que la relation du Canada avec la France, si on s'installe carrément au niveau de l'État fédéral canadien, les gens se rendent compte qu'elle a une très grande importance. Sur un certain nombre de questions vraiment centrales dans le jeu des relations internationales, le Canada et la France ont été très largement ensemble. |
| 00:17:00:16 | Ne serait-ce que la guerre en Irak, longtemps après, mais aussi sur les équilibres entre le développement économique et le développement social, sur le besoin de tenir un peu, à l'occasion, à distance les États-Unis. On l'a bien vu dans le cas de la guerre en Irak. |
| 00:17:17:01 | Et puis, le Canada apporte à la France, au G7 à l'époque, mais à la Banque mondiale, mais au FMI, une autre parole nord-américaine que celle qu'ils entendent de Washington. Et quelques fois même en français, avec Mulroney, et avec les premiers ministres du Canada. |
| 00:17:36:01 | |
| 00:17:37:02 | Maintenant la relation avec la France ailleurs au Canada, c'est une relation d'intérêts : y a-t-il des investisseurs français, en Saskatchewan, comme c'est le cas en ce moment ? Si c'est oui, le gouvernement de la Saskatchewan va être un peu plus sympathique, mais c'est une affaire de relation, ce n'est pas une affaire d'analyse politique. Comme pour nous. |
| 00:17:53:01 | RT : D'accord. Concernant le gouvernement du premier ministre Brian Mulroney, une des premières visites officielles, c'est celle du premier ministre Fabius... du premier ministre français Fabius. |
| 00:18:12:07 | Est-ce que c'est pour vous une étape importante des relations du gouvernement fédéral canadien d'alors, et du gouvernement français d'alors également, est-ce que c'est une étape importante des liens qui vont se développer avec le gouvernement fédéral canadien et le gouvernement français ? |
| 00:18:36:17 | |
| 00:18:37:11 | JLR : C'est une visite extrêmement intéressante. D'abord ce jeune homme, il a 36 ans, est premier ministre de France, ce n'est pas rien. C'est une star, c'est une vedette. |
| 00:18:47:03 | Il vient d'être nommé premier ministre de France, Mitterrand a fait un choix audacieux, dans ce monde où les gens font des longues carrières, et sont premier ministre à 50, 60 ans, voilà qu'à 36 ans il est premier ministre. Il a une très belle femme, il vient avec elle. Toute la presse, tous les <i>Paris Match</i> de ce monde suivent le premier ministre Fabius à l'époque. |

| | |
|-------------|---|
| 00:19:08:25 | D'autant qu'il a fait des déclarations, au moment de sa nomination, très engageantes, sur le développement social, sur la place de la France dans les valeurs mondiales, etc. Et il arrive à Ottawa, visite donc alternée avec Québec, mais ça passe, il commence sa visite à Ottawa. Il est reçu par le premier ministre Mulroney, qui vient lui aussi d'être élu, il y a un peu plus longtemps, 15 mois avant... Je répète que Fabius vient de prendre sa fonction. |
| 00:19:38:26 | C'est deux vedettes politiques nouvelles, deux jeunes, plus ou moins, Mulroney a mis fin à 20 ans de règne libéral au Canada, ce n'est pas rien. L'autre arrive dans la foulée de l'élection de Mitterrand et je crois que Fabius a dit ce que la classe politique française pense très profondément du Québec et du Canada. Le souhait qu'il y ait une entente. Quel est le contenu de cette entente ? Ça, c'est une autre affaire. Mais, qu'il y ait une entente. |
| 00:20:10:27 | Et faut se rappeler que dans les questions référendaires, l'idée d'entente était là. Donc c'est pas... Les Français inventaient pas un truc. Évidemment, les fédéralistes québécois, les gens comme Robert Bourassa souhaitaient une entente, mais on s'attend à ça d'eux. Mais les souverainistes souhaitaient eux aussi une entente. Dans la question référendaire, ils le disent, qu'ils vont négocier et qu'ils vont revenir aux termes d'une négociation. |
| 00:20:33:19 | Fabius est venu dire ça. Qu'ils appuyaient une entente, qu'ils souhaitaient une entente. Il a souhaité bonne chance à Mulroney publiquement dans les discours officiels, etc. Sur ses projets d'inclure le Québec dans l'entente constitutionnelle, etc., etc., etc. |
| 00:20:51:00 | Fabius a défini ce que moi j'ai entendu 15 ans de temps quand j'étais à Paris. Le souhait qu'il y ait une entente. Et la France, ne faisant pas défaut au Québec en disant ça, allait appuyer la position de négociation du Québec. La position de négociation du Québec, c'était très clair. |
| 00:21:12:09 | Vous savez, on est en 1986, c'est encore la guerre froide, c'est encore l'empire soviétique, c'est encore l'Europe divisée, un monde qui se déchire partout. Donc la France a besoin de partenaires, a besoin d'alliés, aux Nations Unies, ailleurs, etc. |
| 00:21:29:04 | Se rend compte que le Canada, et à cause du Québec, autrement le Canada ne l'aurait pas fait, a maintenant un lien de plus en plus large avec les pays africains, commande une certaine... |
| 00:21:41:10 | Commande aux pays africains une certaine fidélité, parce que la coopération canadienne est importante, elle est nouvelle tout d'un coup. Les Africains voient arriver du fric nouveau, des routes qui se construisent, des écoles techniques qui se construisent, des coopérations qui se développent, ça, ça s'appelle le Canada. |
| 00:21:58:16 | Ils avaient jamais vu ça avant 1970. C'est le terrain de jeu historique de la France, donc il y a aussi ça. L'Afrique devient un enjeu entre la France et le Canada, et il a été décidé très rapidement que le Canada et la France s'entendraient sur ce terrain de jeu. Qu'il n'y aura pas de conflits. |
| 00:22:19:13 | Il y a des hommes français politiques qui ont toujours une espèce de méfiance, y compris du Québec disant « qu'est-ce qu'ils viennent faire en Afrique ces gens-là ? » Mais sur le fond, vraiment sur le fond, entre le Canada fédéral, le ministère de la Coopération, l'ACDI à l'époque, le ministère des Affaires étrangères, et les équivalents français, il y avait une entente de fond d'un travail convergent. |
| 00:22:40:27 | |

| | |
|-------------|--|
| 00:22:41:14 | RT : Je vous remercie. En 1986, vous êtes nommé délégué général du Québec à Paris, et vous y serez jusqu'en 1990. |
| 00:22:55:04 | |
| 00:22:56:04 | Est-ce qu'il est possible de nous dévoiler les instructions que vous avez reçues quand vous avez été nommé ? |
| 00:23:04:16 | |
| 00:23:05:22 | Être nommé délégué général du Québec à Paris c'est très important, nommé sous le grand sceau, c'est notre seul véritable poste diplomatique au sens classique du terme, à quelques nuances près. Les relations du Québec avec la France, tout le monde le sait, sont extrêmement importantes. Donc est-ce que vous aviez un ordre de mission, des instructions particulières, au début de votre mandat quand vous avez été nommé à Paris ? |
| 00:23:40:18 | JLR : Oui. C'était très clair. D'abord j'étais délégué du Québec à Paris et j'étais délégué aux Affaires multilatérales francophones. |
| 00:23:46:15 | Je représentais le Québec face au gouvernement français, mais aussi face à tous les gouvernements de la francophonie. Et je suis arrivé à Paris le 2 février, c'est facile à retenir, c'est la date de mon anniversaire et le 12 février, il y avait le premier Sommet de la Francophonie. Donc on s'amuse pas. J'arrive à Paris, 72 heures après, le premier ministre du Québec arrive avec cinq ministres. |
| 00:24:07:26 | Et là, j'ai des instructions très claires. Ça peut pas être plus clair que ça... Que le premier ministre du Québec devait occuper toute sa place au Sommet de la Francophonie, m'assurer de ça, que le 2 ^e Sommet soit à Québec, et que le Québec puisse, au Sommet de Versailles, qui est le tout premier Sommet, avoir une fonction. Et on s'est battus, pour que le Québec soit rapporteur, et il a été rapporteur du Sommet, ce qui n'était pas rien. |
| 00:24:30:16 | À la fin du Sommet, première fois que ces chefs d'État se rencontrent, le premier ministre du Québec a lu le rapport, a répondu aux questions des chefs d'État, etc., etc. Et on le doit, pas à Jean-Louis Roy, je venais d'arriver, on le doit à Claude Roquet. |
| 00:24:43:28 | Qui avait fait un travail exceptionnel, on le doit à Clément Duhaime, et les deux d'ailleurs, qui étaient à ce moment-là, il y avait pas de délégué général. Mme Beaudoin avait quitté pour devenir ministre et en décembre le gouvernement avait été battu. Il y a eu un 6 mois de vide là. |
| 00:24:56:18 | Mais ceux qui représentaient le Québec aux tables de négociations, qui ont négocié ces ententes, que je devais protéger, c'est Claude Roquet et puis Clément Duhaime. Avec lesquels, dans les deux cas, j'ai eu un immense plaisir à travailler. Voilà deux très grands professionnels de la diplomatie québécoise. |
| 00:25:16:24 | RT : Quand vous êtes en poste à Paris, il y a un phénomène très particulier qui se déroule là-bas. C'est toutes les questions reliées à la cohabitation. |
| 00:25:34:18 | Premièrement j'aimerais que vous puissiez nous rappeler ce qu'était la cohabitation au sein du gouvernement français à cette époque. Il est possible que certains d'entre nous, nous l'ayons un peu oublié. |
| 00:25:47:19 | Deuxièmement, comme délégué général du Québec, donc représentant le gouvernement du Québec, avec des instructions qui vous ont été données par le premier ministre. Comment avez-vous représenté le Québec auprès des instances supérieures de l'État français, dans le contexte de la cohabitation ? |

| | |
|-------------|---|
| 00:26:11:19 | JLR : Alors, le lundi matin à 10 h, t'as rendez-vous à Matignon avec le premier ministre de France, qui t'accueille, bon, Chirac il t'accueille avec plus d'amitié que tu en souhaites, même si tu en souhaites beaucoup. |
| 00:26:24:22 | Ça se traduit par des choses comme, à la fin d'un entretien tu dis au premier ministre : « M. le premier ministre, on a abordé quatre ou cinq sujets. Est-ce qu'il y a des sujets que vous voulez qu'on garde entre nous ? Parce que la presse québécoise est là. » |
| 00:26:38:16 | « Ah la presse québécoise est là cher ami, mais je vais avec vous ! » Et il descend les escaliers, arrive en bas, et là, dit aux gens : « J'étais tellement heureux d'accueillir mon ami Roy. Vous savez, nous sommes des amis... » C'est la première fois de ma vie que je le vois. |
| 00:26:49:29 | « Nous sommes des amis. Et je connais votre premier ministre, vous savez les liens qui me lient à Robert ! » L'Élysée sait immédiatement qu'il y a une familiarité entre le nouveau délégué du Québec à Paris et le président de la France, le premier ministre qui n'hésite pas à évoquer son amitié avec le premier ministre du Québec. Le mardi matin je caricature un peu, t'es à l'Élysée, tu fais pas ce même jeu-là avec François Mitterrand. |
| 00:27:12:25 | C'est tout à fait autre chose. Mais il faut quand même que tu trouves les mots, et que tu trouves les sujets aussi, qui vont lier le président français au Québec d'une autre manière. Et avec Mitterrand évidemment c'était l'histoire... La première fois qu'il m'a accueilli, il m'a dit : « Nous, ça fait trois ans qu'on se connaît. » Je siégeais au conseil qu'il présidait. Donc, deux fois par année j'allais à l'Élysée, j'étais au <i>Devoir</i> , j'allais à Paris deux ou trois jours. |
| 00:27:48:00 | « Nous, on se connaît, mais vous m'avez jamais dit que vous êtes un historien. Vous savez, j'aime beaucoup l'histoire. » Et puis on s'est mis à parler d'histoire de... Sur la relation d'ailleurs France-Québec. Mitterrand s'intéressant notamment à « Qu'est-ce qui a fait... » |
| 00:28:04:17 | C'est le genre de question qu'il posait. « Qu'est-ce qui a fait que tout à coup il y a eu reprise ? Après le long abandon, qu'est-ce que c'est ? » On parle de bateaux. « Mais moi je sais... » C'est lui qui parle. « Je sais qu'il y a eu plein de Québécois qui sont venus ici étudier en médecine, étudier en droit, etc. Qu'est-ce qui a créé ce mouvement ? » |
| 00:28:21:10 | « Monsieur le Président, c'est la coopération. Nos universités faisaient venir des professeurs français, etc. Et moi-même j'ai bénéficié... Quand j'étais étudiant en philosophie à l'Université de Montréal, la moitié des professeurs venaient de France. » |
| 00:28:32:21 | |
| 00:28:34:02 | Fallait trouver des voies, et c'est sûr qu'ils utilisaient, ils étaient en guerre, ils utilisaient tout ce qu'ils pouvaient utiliser, y compris Jean-Louis Roy, peu importe qui aurait été délégué. Je vous donne un exemple. La guerre de la morue. Qui était un gros dossier entre la France et le Canada à l'époque. |
| 00:28:53:23 | |
| 00:28:54:29 | Chirac trouvait que les socialistes le géraient mal, et le président disait « c'est au premier ministre de le gérer. » Et un jour, M. Chirac reçoit Robert Bourassa à l'Hôtel de Ville de Paris à dîner, un dîner magnifique dans cet appartement que les gens disaient être le plus beau de Paris. |
| 00:29:12:04 | |

| | |
|-------------|--|
| 00:29:14:00 | Et vraiment, M. Bourassa a pas encore franchi la porte que Chirac lui dit : « Hé Robert ! Le fou là, à Terre-Neuve là, quand est-ce que vous allez régler son cas à lui là ? Il m'emmerde à plein temps. » |
| 00:29:24:06 | |
| 00:29:25:08 | T'as pas idée que tu vas être témoin de ce genre de chose. Mme Chirac est là, Mme Bourassa est là, Chirac : « Bon ! Comment tu vas ? » Et il y a une guerre, qui gère mieux ? Qui gère pas mieux ? Et il y avait surtout des élections législatives qui s'en venaient. Et qui allait gagner, qui allait perdre, etc. |
| 00:29:41:26 | C'était délicat et par exemple moi j'ai dû gérer la venue de Jacques Chirac à Québec en même temps que le président de la France, au 2 ^e Sommet de la Francophonie. |
| 00:29:50:29 | Chirac, premier ministre : « Il est pas question que je sois pas sur ce Sommet, je suis président des maires de l'espace francophone. Je suis le maire de Paris, je suis le premier ministre de France. » J'ai entendu Chirac dire ça. Et puis le président de la France, bien c'était évident qu'il devait être là aussi. |
| 00:30:04:08 | Bon, alors comment tu les accueilles ? Il y en a un qui veut être accueilli à la Baie-James, l'autre qui veut être accueilli à Gaspé. Veulent pas être accueillis à l'aéroport de Dorval, ils veulent pas se rencontrer, ils veulent pas trop se... bon. |
| 00:30:16:02 | Et il faut que le premier ministre ait autant... M. Bourassa ait autant de temps pour l'un que pour l'autre. Tout en donnant l'impression qu'il a un peu plus de temps pour le président, quand même. Mais son vieil ami qui veut acheter toutes les œuvres d'art inuit qui sont à vendre dans la ville de Québec, faut qu'il le voie aussi. |
| 00:30:33:18 | Alors il y a des choses très délicates, et on a reçu Jacques Chirac à la Baie-James. |
| 00:30:37:23 | Et quand il est arrivé, il y a le chef autochtone qui s'est levé, qui a parlé dans sa langue pendant quarante minutes. Alors on a tout connu dans cette période-là. Et puis un jour je descends d'avion, à Montréal, j'arrivais de Paris, et j'ai un téléphone qui me dit « le président de la France, le président Mitterrand veut vous voir demain. » Puis je dis : « Écoutez, je suis pas à Paris, je suis à Montréal. » « Il veut vous voir demain. » J'ai repris l'avion. |
| 00:31:00:23 | Et puis je me suis retrouvé à Paris. Je suis allé le voir. Et il me dit : « On me dit que votre premier ministre... » en parlant de Bourassa « ... s'objecte... » au moment du Sommet francophone « ... à ce que j'aïlle ailleurs au Canada. Je veux aller chez les Acadiens, je leur ai promis que j'allais aller chez les Acadiens. Pouvez-vous, M. Roy, faire lever cette objection ? » |
| 00:31:19:03 | Je dis : « M. le Président, je serais très surpris. M. Bourassa a vraiment une objection. Il va vous interdire d'aller en Acadie, ça me semble, laissez-moi vérifier, mais... Il y a quelque chose qui m'échappe complètement. » Il voulait absolument aller visiter le village acadien, il y avait des gens qu'il voulait rencontrer là-bas. J'abrège. |
| 00:31:35:06 | Et il l'a fait. Et puis il y avait des questions plus sensibles. Par exemple : moi, quand j'étais à Paris, c'était la vague, on en parlait tantôt, des investisseurs québécois qui regardaient l'Europe. Les Pierre Péladeau, le groupe Saucier, Guy Saint-Pierre, avec les minoteries Ogilvie, Bombardier. Ces gens-là arrivaient... Les frères Lemaire, tous ces gens-là arrivaient en même temps et faisaient des achats, en France, de sociétés. |

| | |
|-------------|--|
| 00:32:11:05 | Mais vous savez comment ça marche en France : si une société vend à une société étrangère, ça doit être approuvé par le ministère des Finances. Qu'est-ce que ça veut dire en clair ? Le jour où le ministère des Finances apprend que telle société française va être achetée par telle société étrangère, qu'elle soit québécoise ou allemande, etc., |
| 00:32:27:24 | il informe tout le réseau des sociétés du domaine qu'il y a une société française à vendre. Et s'il y a un acheteur français, tu perds le deal, tu perds l'entente. Même si t'as négocié pendant un an. T'es venu avec tes avocats, ça a été compliqué. |
| 00:32:40:28 | Alors, il fallait à un moment donné intervenir et dire : « Écoutez, les groupes Péladeau, ou les autres sont venus. Ça a duré un an, un an et demi. Ils ont dépensé des fortunes pour ça. Il y a un accord, on est le Québec, est-ce que vous pouvez être un peu plus souples ? » Et dans certains cas la réponse a été « oui. » |
| 00:33:00:02 | |
| 00:33:01:10 | RT : C'est une autre illustration de la qualité des relations entre la France et le Québec. |
| 00:33:05:17 | Quand vous étiez délégué général, est-ce que vous seriez en mesure de qualifier les relations que le premier ministre Robert Bourassa entretenait d'une part avec le président François Mitterrand, et d'autre part avec le premier ministre Jacques Chirac ? Au-delà des relations officielles, qui sont extrêmement importantes bien sûr, mais quelle était la qualité de leur relation ? |
| 00:33:37:02 | JLR : M. Bourassa aimait cette relation, c'est évident. Robert Bourassa aimait l'international d'abord, et il aimait cette relation. Et il y avait un souci très grand de rester en lien avec les anciens premiers ministres de France qu'il avait connus. |
| 00:33:52:17 | Quand il est arrivé à Paris, je disais tantôt : je suis arrivé le 2 février. Il est arrivé 3, 4 jours après. Avec Gil Rémillard, Mme Bacon, ils étaient 5, 6 ministres... Pierre MacDonald. Je m'en rappelle plus. Il avait demandé qu'on reçoive à la délégation du Québec tous les anciens premiers ministres de France qu'il avait connus. Il voulait les décorer de l'ordre du Québec. |
| 00:34:10:12 | Et moi qui mangeais un sandwich et un café au <i>Devoir</i> à deux heures de l'après-midi, je me suis retrouvé, premier repas officiel comme délégué général, avec six anciens premiers ministres de France, et mon premier ministre en face de moi. Il était totalement heureux. |
| 00:34:24:03 | Il y avait Chirac, il y avait Raymond Barre, il y avait Fabius, il y avait Michel Rocard, il y avait... j'oublie... l'ancien maire de Lille... enfin bon. Et il gardait un lien avec tout ce monde-là. M. Bourassa avait beaucoup de liens avec les journalistes français. Il venait à Paris, il voyait les gens du <i>Monde</i> , il voyait des gens du <i>Nouvel Obs</i> , il allait dîner privément avec eux. |
| 00:34:48:10 | Et puis avec les patrons politiques, il avait toujours beaucoup de temps. Pour le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas et Robert Bourassa étaient, je dirais pas des intimes, je dirais des gens qui s'appréciaient beaucoup. M. Bourassa gardait du temps. Et toutes les fois où Bourassa était à Paris, et qu'on invitait Dumas, il pouvait, depuis Beyrouth, prendre l'avion et venir, pour être au dîner parce que c'était Bourassa. |

| | |
|-------------|--|
| 00:35:15:06 | Bourassa savait que le Quai d'Orsay c'était central. Et que le ministre et le directeur général du Quai d'Orsay, ça devrait être nos amis. Et il me disait toujours : « Comment sont nos relations ? M. le délégué général, dites-moi comment sont nos relations ! » Alors je lui racontais ce que je lui racontais. Il me disait : « Et avec le Quai ? Et avec le Quai ? » Presque à toutes les fois qu'il venait à Paris, etc. |
| 00:35:34:23 | Avec Chirac, c'était Chirac. Je veux dire, Chirac il embrasse large, il a des amis, on peut nommer la liste des êtres humains sur la Terre qui ne sont pas ses amis, il est ami avec tout le monde, à peu près ! Mais il avait une relation avec M. Bourassa. |
| 00:35:50:14 | Ils avaient été premiers ministres ensemble dans les années soixante-dix et ils se retrouvent plus tard dans les années quatre-vingt encore premiers ministres ! Bon. Et puis les relations France-Québec et puis les affaires de maire, Jean Pelletier à Québec, Jean Drapeau à Montréal, il y avait tout ça. |
| 00:36:07:11 | |
| 00:36:08:08 | Il avait donc une espèce de facilité de contact avec M. Chirac et c'était toute la famille Bourassa. Contrairement à avec Mitterrand, on en parlera tout de suite. Mme Chirac, les enfants Chirac, il était en lien avec la famille Chirac. Les enfants Bourassa étaient en lien avec la famille Chirac. |
| 00:36:28:19 | Avec le président de la République, c'était autre chose. Avec le président de la République, le président de la République c'était un gars de joute intellectuelle. C'était un gars de référence historique. C'était un gars de citation. Et quand Bourassa arrivait à Paris et qu'il avait un entretien avec le président de la France, vérifiez ses programmes, il avait toujours, avant d'aller à l'Élysée, quelque chose qui était lié à l'histoire. |
| 00:36:52:02 | Visite à la tombe de Jean Monet. Tu comprends pas trop pourquoi Bourassa tient tant à ça. Mais quand tu t'assois à table de Mitterrand et que Mitterrand dit : « M. le premier ministre, ça m'a beaucoup touché. Vous êtes allé sur la tombe de Jean Monet. Vous savez, moi et Jean Monet... » |
| 00:37:08:29 | |
| 00:37:10:08 | Bourassa faisait une mise en scène politique avec Mitterrand historique et que Mitterrand appréciait, c'était manifeste. |
| 00:37:19:19 | Et il y avait quelque chose aussi je dirais de, au sens plus noble du terme... Mitterrand avait des conversations avec Washington, etc. Et tout à coup, il y avait un interlocuteur nord-américain, francophone, qui connaît l'Europe, qui connaît bien les États-Unis, qui a étudié aux États-Unis, qui a plein d'amis là-bas. |
| 00:37:39:12 | |
| 00:37:41:12 | Et, ils allaient très loin dans la conversation. C'était pas une conversation... J'en ai vu des conversations de circonstance, ça peut durer trois heures et il se passe rien. Avec M. Bourassa ça se terminait souvent : « Et si, M. le premier ministre, on allait prendre une marche, tous les deux dans le parc ? » |
| 00:37:57:20 | Et ils parlaient dans le parc, 15, 20 minutes, tous les deux, qu'est-ce qu'ils se racontaient là ? M. Bourassa me disait... Je montais dans la voiture du premier ministre avec lui après, je disais : « Vous avez eu une bonne conversation ? » Il me disait : « Jean-Louis, vous allez pas me faire parler. J'ai eu une très bonne conversation. » |

| | |
|-------------|---|
| 00:38:11:02 | Il y avait un lien, et c'était très drôle, le président de la France, Bourassa se... Pas se moquait, mais l'imitait, disait toujours : « Monsieur le premier ministre... » Il mettait beaucoup d'emphase dans l'expression. Toutes les fois où Bourassa venait à Paris, il a rencontré Mitterrand. Il y a pas une seule fois, au moment où j'étais là... Toutes les fois où il y a eu des Sommets francophones, ils se sont vus en bilatéral. |
| 00:38:36:05 | Et je crois que c'était pas tout simplement une rencontre de circonstance, rencontre diplomatique. Ils étaient contents de se retrouver. Ils apprenaient de l'un et de l'autre des choses qui leur importaient. |
| 00:38:50:11 | |
| 00:38:52:11 | RT : Vous avez parlé, il y a quelques secondes à peine, des relations politiques entre le Québec et la France, des relations entre les premiers ministres, et également du premier ministre québécois avec le président français. Vous avez parlé des questions économiques, des investissements québécois importants, à ce moment-là, au cours de cette période. |
| 00:39:19:21 | Est-ce qu'il y a d'autres grands dossiers sur d'autres sujets, par exemple des dossiers culturels, ou des dossiers reliés à l'ensemble des questions sociales, ou à l'éducation, ou à l'université, qui durant votre mandat à Paris, ont eu un développement significatif ? |
| 00:39:45:22 | JLR : Il y avait, de la part des parlementaires français... Beaucoup de parlementaires français nous connaissent bien, nous connaissaient bien à l'époque. Et je pense que ça doit être la même chose aujourd'hui. |
| 00:39:54:11 | Parlementaires comprenant évidemment les sénateurs aussi. Et sur toutes les questions de financement des partis politiques, sur toutes les questions de double mandat, sur toutes les questions de la vie parlementaire, de la responsabilité des parlementaires, la pratique québécoise les intéressait vraiment beaucoup. |
| 00:40:14:01 | Certaines politiques sociales aussi, les CLSC. Il y avait des parlementaires français qui s'intéressaient à ça. Les avancées qu'on a faites sur l'équité et l'égalité homme-femme durant la période. C'était insuffisant, mais on débattait de ces questions qui étaient pas débattues, pour dire la vérité, en France de la même manière. Ça les intéressait. |
| 00:40:36:20 | Et il y a eu un moment un peu compliqué où la France a perdu une bataille énorme et je crois aurait souhaité qu'on soit avec elle, mais on aurait perdu aussi, c'était le Minitel. Minitel ou Internet ? |
| 00:40:53:04 | Les Français avaient créé un système, ont pas réussi à le répandre, ils ont essayé, ils ont pas réussi. Il est arrivé Internet, et ils nous ont trouvés très enthousiastes sur Internet. D'abord eux ils croyaient qu'on pouvait qu'utiliser Internet en anglais. On disait « non, c'est aussi... » Bon. Alors il y a eu un moment de, un moment de flottement. |
| 00:41:14:09 | Et puis il y a eu au moment où j'étais là, tout le grand, le très grand volet culturel. D'abord je me suis battu pour que... le gouvernement de l'époque pensait fermer le centre culturel. |
| 00:41:24:18 | Et on doit à Lise Bacon d'avoir mis le poing sur la table au conseil des ministres et de dire : « Jamais on va fermer le centre culturel à Paris. » Il y avait la question de la bibliothèque aussi, de la délégation. Et on a gardé, on a gardé le centre culturel. Et c'était un moment où il s'est passé beaucoup de choses. |

| | |
|-------------|---|
| 00:41:40:17 | C'est un moment où Céline Dion, à la délégation du Québec, pour la première fois a rencontré Michel Drucker. Ensuite il a soutenu toute sa carrière. C'était un moment où <i>Le déclin de l'Empire américain</i> a été présenté sur les Champs Élysées en première mondiale. C'était un grand moment de la vie culturelle. Ce moment où Vigneault circulait partout en France. Pauline Julien avec Anne Sylvestre faisaient des spectacles exceptionnels. |
| 00:42:09:10 | La présence culturelle québécoise, qui était déjà là, mais est devenue tout à coup très visible dans les médias, très importante dans les médias. |
| 00:42:18:13 | Ça c'était important comme est devenu aussi important, faut se rappeler les débuts de ça, l'Office franco-québécois pour la jeunesse. On a toujours fait affaire aussi un petit peu à l'Office franco-allemand, mais l'Office franco-québécois est devenu une affaire beaucoup plus intime, beaucoup plus... On apprend ensemble, on apprend pas la langue de l'autre. On avait ça déjà en partage. |
| 00:42:44:25 | Et ça m'a beaucoup frappé, en suivant les dossiers de l'Office franco-québécois, comment les programmes qui avaient été brillamment pensés à l'époque ont vraiment mis en lien des générations de jeunes par milliers, par milliers. Il se passait des choses très, très significatives. |
| 00:43:02:16 | C'est le moment aussi je dirais où, c'est un moment aussi où se construisait la Francophonie. Aujourd'hui la Francophonie elle est en recherche d'elle-même, d'une certaine manière. Il y a un moment de l'histoire qui vient, qui s'est terminé. On verra quelle est la prochaine étape. |
| 00:43:21:08 | Mais on faisait TV5, une télévision mondiale, il y avait des budgets, des experts se parlaient, on regardait Arte comme un modèle, on consultait à gauche et à droite. Les Québécois et les Français étaient ensemble sur ça. C'est le moment où on a refait l'Agence universitaire de la Francophonie. Où il y a eu 800 universités aujourd'hui dans une centaine de pays, y compris la Chine, le Brésil, les États-Unis, bon. |
| 00:43:44:09 | Il y avait plein de grands projets, l'Institut de l'Énergie à l'époque, Institut francophone de l'Environnement maintenant à Québec était une immense affaire, était un succès, qui est encore un succès considérable. |
| 00:43:56:18 | On a l'impression aujourd'hui que les impulsions politiques concernant la francophonie sont absentes. Il y a le maintien des choses, il y a pas de destruction de ce qui existait. |
| 00:44:07:29 | Mais il y a pas de terrain nouveau. Par exemple sur la francophonie économique, qui est maintenant le drapeau qu'on lève très, très haut, si on n'est pas sûr de ce qu'on voit, si on le voit toujours. On a pris trois Sommets. Trois Sommets, 70 chefs d'État, pour avoir finalement une stratégie, |
| 00:44:24:28 | c'est-à-dire un texte qui n'ajoute pas un sou au budget, qui ne crée pas un nouvel opérateur pour gérer cette volonté de créer l'espace économique francophone, et qui ne crée pas non plus une conférence des ministres de l'Économie, ce qu'a toujours fait la Francophonie. Quand elle décidait d'aller dans un secteur, TV5, il y avait la conférence des ministres de la Communication qui soutenait la montée de TV5. |

| | |
|-------------|---|
| 00:44:50:07 | Alors, j'espère que les politiques vont revenir. Mais c'est sûr qu'à l'époque Mitterrand, j'ai vu ça, j'ai vu le président Mitterrand à la table de l'ambassade de France à Dakar au moment d'un Sommet à Dakar. Avec M. Bourassa, parlant de la francophonie, disant « Monsieur le premier ministre, faut mettre plus d'argent dans l'agence universitaire et nous on va soutenir votre institut. » Au plus haut niveau, on s'intéressait à la francophonie. |
| 00:45:18:08 | C'était une époque formidable pour ça, d'impulsion politique, la réforme des institutions de la Francophonie. Il s'est passé des choses étonnantes, sur lesquelles, je dois dire, les Québécois et les Français n'étaient pas toujours spontanément d'accord. Mais à cause de notre relation, trouvaient toujours une formule qui convenait aux deux parties. C'était le mandat qu'on avait. |
| 00:45:39:01 | RT : C'est très important ce que vous venez de dire, puisque je voulais aborder avec vous les questions de la francophonie mondiale. Vous venez de le faire et j'allais vous poser la question concernant justement les relations entre la France et le Québec au sein de la Francophonie. |
| 00:45:59:25 | |
| 00:46:01:14 | Si nous prenions comme élément de réflexion et même comme point d'appui, votre propre élection comme secrétaire général de la Francophonie... JLR : J'étais sûr ! |
| 00:46:14:03 | RT : Est-ce que, à ce moment-là, le Québec et la France ont pu partager certains différends et trouver aussi en même temps certaines solutions ? |
| 00:46:27:26 | |
| 00:46:29:08 | JLR : Et moi je suis donc délégué du Québec à Paris, je représente le Québec aux tables de la Francophonie, le Sommet de Québec en 1987 m'a demandé, a demandé au Québec qui m'a demandé ensuite, de proposer de nouvelles institutions pour la Francophonie. |
| 00:46:45:22 | Ce que je fais, au Sommet de Dakar en 1989. Elles sont retenues, je deviens donc quelqu'un de très connu dans tout l'espace francophone et des propositions que j'ai faites sont retenues, donc voilà. J'ai à les expliquer et tout ça. |
| 00:46:59:21 | Et là, le premier ministre du Québec M. Bourassa me téléphone un jour à Paris et me dit : « Quand est-ce que tu viens, je veux te voir, j'ai vraiment quelque chose d'important. » Moi je revenais, à Montréal, j'avais déjà un boulot de trouvé, j'étais très content d'ailleurs, et je suis venu voir le premier ministre qui insistait. Je suis venu à Québec et il m'a dit : |
| 00:47:16:18 | |
| 00:47:17:27 | « On va proposer ta candidature. Tu peux pas me dire non. On t'a soutenu depuis quatre ans dans tous les trucs énormes que tu nous as demandés. Le Canada va te soutenir aussi. Moi je dois donner une réponse au premier ministre du Canada. » Bon, bref, je deviens candidat. À ma surprise générale, et je sens très bien qu'à Québec il y a des gens qui m'appuient et des gens qui m'appuient pas. |
| 00:47:37:25 | En France, il y a des gens qui m'appuient, et il y a des gens qui m'appuient pas. Mais un peu partout. Et je fais une tournée d'une trentaine de pays, une grande tournée. J'ai été presque trois mois en vraie campagne électorale contre un ami. |
| 00:47:51:22 | |

| | |
|-------------|---|
| 00:47:52:25 | Donc c'était pas contre, c'était en parallèle avec Roger Dehaybe de la communauté française de Belgique qui était lui aussi, très enraciné. Moi j'étais enraciné depuis quatre, cinq ans. Lui il l'était depuis dix ans dans l'espace francophone. La France l'appuyait et puis, bon j'ai été élu solidement. Et quatre ans après à la fin du mandat à Bamako en 1993, j'ai été réélu à, je pense qu'il y a eu trois votes blancs sur les 60. |
| 00:48:23:29 | |
| 00:48:26:22 | Alors, j'ai vite compris, je connaissais la France, j'y étais depuis cinq, six ans, je connaissais toute la classe politique. |
| 00:48:31:28 | Alain Decaux était un ami personnel, il était ministre de la Francophonie. Alain me disait : « Je travaille sur mandat, Jean-Louis. Vous savez bien qu'on va travailler avec vous. » Et quand j'ai été élu, Alain Decaux a fait au Sénat un dîner comme il avait jamais fait dans sa vie. C'est lui qui me l'a dit. Pour m'accueillir comme secrétaire général et tout ce qui comptait dans ce monde-là, à l'époque, était présent. |
| 00:48:54:15 | Donc il y avait des pour et des contre. J'ai plutôt bien travaillé avec la France quand j'étais... Parce que j'ai eu la chance... Je viens de nommer Alain Decaux, Catherine Tasca, je veux dire, on a déjà des êtres forts. Ils ont leurs points de vue. On n'est pas toujours d'accord, mais bon, ils sont intelligents, ils savent c'est quoi le multilatéral, qu'on doit négocier, qu'on doit trouver des formules. |
| 00:49:18:09 | |
| 00:49:19:09 | Alors Margie Sudre, on a eu des ministres vraiment exceptionnels. Et puis il y avait toujours en fond de scène, Mitterrand. Que j'avais bien connu quand j'étais délégué général, maintenant je suis secrétaire général. Mais je suis toujours à Paris. |
| 00:49:34:16 | Mitterrand, je le connais pas comme délégué général, je le connais comme membre de son haut conseil de la Francophonie d'abord, ensuite comme délégué, ça fait huit ans, ensuite je suis secrétaire général, je le vois deux fois par année pour faire état de ce qui se passe dans l'espace francophone, comment cette agence se développe. |
| 00:49:50:27 | Ma relation avec lui est très bonne, et Mitterrand il est clair, il sait ce qu'il se passe, et il me dit, surtout pendant la cohabitation. Parce qu'il y a eu une nouvelle cohabitation, avec Jacques Toubon, ministre et Alain Juppé ministre des affaires étrangères, et Mitterrand, président de la France. Mitterrand me dit : « On me dit qu'on vous fait des misères. » |
| 00:50:09:05 | « Monsieur le président, vous êtes bien informé comme toujours. » « Il faut pas vous en faire, vous serez toujours là quand ils seront partis. » |
| 00:50:13:20 | |
| 00:50:15:13 | Il y avait toujours ces guéguerres entre eux. Mais je savais que si je demandais quelque chose à Mitterrand directement quand je le voyais ou à travers Mme Decraene, dont on a parlé tantôt, qu'il allait faire un téléphone, ou faire faire un téléphone par Jean-Louis Billancourt qui est un grand ami, qui était son directeur de cabinet, et que les choses allaient s'arranger. |

| | |
|-------------|--|
| 00:50:36:15 | Ensuite j'ai eu, comme secrétaire général, par rapport à la France, Jacques Chirac. Que je connaissais depuis toujours, qui m'aimait bien, comme il aime tout le monde. Mais qui m'aimait peut-être un peu plus. Et bon, on se connaissait très... Je pouvais lui parler très directement, beaucoup plus même qu'à Mitterrand. Mitterrand, il y avait toujours le personnage historique. Chirac, il y avait l'homme politique exceptionnel. Bon, c'était deux modèles. |
| 00:50:58:05 | Donc, on a plutôt bien travaillé avec la France et par exemple... Prenons un exemple très précis. |
| 00:51:05:10 | Au Sommet de Dakar, les chefs d'État sont là, ils se connaissent à peine, c'est la deuxième fois qu'ils, la troisième fois qu'ils se rencontrent. Et là, Boutros Boutros-Ghali, qui était avant à notre table représentant l'Égypte, qui est secrétaire général des Nations Unies, est venu, et a dit messieurs, mesdames et messieurs, surtout messieurs, il y a pas beaucoup de femmes présidents en Afrique et présidents même chez nous. |
| 00:51:26:18 | |
| 00:51:27:22 | « Il va y avoir une grande conférence sur l'environnement à Rio. Je souhaite que la Francophonie soit là. » On n'a jamais fait ça. On n'a pas de représentation à New York. Alors les gens me disent... Alors mandat du Sommet de Dakar qu'on n'aurait jamais pu exécuter sans l'appui de Mitterrand. |
| 00:51:43:05 | Mandat du Sommet de Dakar : Créer des liens avec les Nations Unies, on ouvre donc un bureau à New York, on ouvre un bureau à Genève, de la Francophonie, on crée une Conférence des ministres de l'Environnement qui se réunit à Tunis, qu'est-ce qu'on va dire ensemble ? On se rend compte que toute la préparation qui était faite par un Canadien était en anglais, on va gueuler pour qu'il y ait aussi les autres langues. |
| 00:52:05:25 | Mais aussi des contenus, par exemple il n'y avait pas de, il y avait rien sur la désertification qui, une dizaine de pays africains membres de la Francophonie est le problème A1 de niveau environnemental. Donc on essaye de, on gagne, il va y avoir une convention finalement sur... |
| 00:52:19:28 | |
| 00:52:20:22 | Et Mitterrand a toujours suivi ça, et a toujours souhaité qu'on réussisse la concertation francophone. Pour ça, mais l'année d'après Boutros convoque sa Conférence de Copenhague sur le Développement social, ensuite Le Caire sur la Démographie, ensuite les Droits de l'homme à Vienne, et ensuite la question sur le Droit des femmes à Beijing, et... je sais plus trop on est rendu où dans les dates... |
| 00:52:49:05 | Après Beijing sur les femmes, c'est la Conférence d'Istanbul sur les villes du XXI ^e siècle. Et on y va concertés. Et ça, on n'aurait pas pu le réussir sans l'appui politique de la France, sans l'appui politique et économique de la France. Mitterrand comprenait ça, et Brice Lalonde qui était le ministre de l'Environnement, recevait des directives très claires de soutenir la Francophonie. |
| 00:53:14:22 | Qu'on allait le soutenir, mais qu'il fallait qu'il nous soutienne aussi. C'était un moment merveilleux, un moment exceptionnel ça. |

| | |
|-------------|---|
| 00:53:20:05 | RT : Je vous remercie M. Roy de l'analyse que vous avez faite à la fois de votre action, de celle du gouvernement du Québec, de celle du gouvernement français, au sein de la Francophonie. Vous avez cité des dossiers très précis, de développement. J'aimerais que nous puissions aborder une autre question, une question qui fâche en bonne partie. |
| 00:53:46:16 | C'est celle du statut de la langue française. Dans le contexte suivant : Le statut de la langue française, dans la Francophonie certes, mais en France, et au Québec, et dans les relations entre la France, le Québec et l'ensemble de la Francophonie. |
| 00:54:04:04 | |
| 00:54:06:04 | JLR : Écoutez, il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup à dire sur cette question. Nous sommes, les Québécois, d'une tradition de lutte concernant la langue, dans les siècles, dans les siècles. |
| 00:54:20:07 | Dès la conquête de 1760 dans les toutes premières choses outre la liberté religieuse, il y a eu l'affirmation linguistique. Et on est dans ça, sous toutes sortes de formes. Donc depuis presque trois siècles maintenant. La France n'est pas du tout dans ce combat. Ce qui est pour nous un élément majeur de l'identité, pour eux est une commodité évidente, qui a peu à voir avec de grandes batailles, etc. |
| 00:54:56:22 | Et voilà pourquoi... C'est une des choses les plus tristes que je vais dire dans cette conversation avec vous. |
| 00:55:03:22 | Voilà pourquoi la France a perdu en Europe. Elle a pas de, dans son ADN il n'y a pas la bataille sur la langue. C'est scandaleux, la déperdition absolue à Bruxelles. Il reste plus personne à peu près dans les grands cabinets. Il y a une statistique que vient de citer le dernier numéro de <i>Jeune Afrique</i> . Tu dis ça... navrant. Ça a donc encore diminué ! Tu pensais que tu étais rendu au bout, et ça... bon, voilà. |
| 00:55:31:16 | |
| 00:55:32:16 | Et donc, ils nous regardent un peu comme des extraterrestres à cet égard. Certains nous respectent beaucoup, ceux qui se disent : « Oups il y a peut-être là quelque chose. » D'autres qui se disent : « Bon, c'est leur situation nord-américaine... voilà. » |
| 00:55:45:25 | Et sur la terminologie et tout ça les efforts qu'on a faits qui sont énormes. Ils nous ont suivis en sachant pas trop, je crois, ce que tout cela signifiait. Ça, c'est la première dimension de la langue. Dans les deux grands berceaux où la langue française est langue maternelle. Elle est langue maternelle un peu, pour la communauté française de Belgique. Enfin, c'est des petits nombres, en Suisse c'est la même chose. C'est la France et nous. |
| 00:56:13:01 | Dans tout le reste des pays francophones, la langue française est une langue étrangère. Et je pense qu'aujourd'hui elle est perçue de plus en plus comme une langue étrangère. Elle perd. Elle a perdu beaucoup en Europe, je crois pas qu'elle gagne en Afrique en ce moment. Et ceux qui nous disent 600 millions de locuteurs de la langue française au milieu du siècle. |
| 00:56:31:14 | Ça, ça veut dire que tous les enfants d'Afrique qui vont naître vont être scolarisés alors que, il y en a à peu près 40% qui ne le sont pas aujourd'hui. |

| | |
|-------------|---|
| 00:56:38:25 | Comme je vois pas comment on va pouvoir gagner ça. À moins qu'il y ait un développement économique, des investissements considérables, et que d'autres langues ne gagneront pas. La langue arabe gagne en Afrique en ce moment, dans des pays comme le Sénégal, très première ligne pour la Francophonie. Pays de Senghor, pays de Diouf, etc. Le français recule. |
| 00:56:59:26 | |
| 00:57:01:00 | Comment affirmer la langue française dans la majorité des pays africains ? On parlera des pays de l'Europe de l'Est après. La majorité des pays africains, pour lesquels c'est une langue venue de l'extérieur qui est parlée par une minorité. 15%, 20% au mieux, 25% dans certains cas. |
| 00:57:20:04 | Toutes les langues nationales africaines trouvent une vigueur nouvelle à cause d'Internet. Elles sont sur Internet, la Cour pénale internationale interroge les témoins au procès du président Gbagbo de la Côte d'Ivoire dans les langues nationales de la Côte d'Ivoire parce que les Africains l'ont demandé. Et certaines des langues africaines sont parlées par 150 millions de personnes. |
| 00:57:42:24 | De grandes langues, dans le monde tel qu'il devient, elles trouvent une place. Alors comment on joue cette histoire de la langue française ? Et voilà pourquoi je reviens à ce que je vous disais tantôt. Puis à tous ces pays, qui sont venus à la Francophonie de l'Europe de l'Est. Je vais en dire un mot. J'étais secrétaire général. Et là, le lien avec Mitterrand était... On comprend rien dans toute cette affaire de la Moldavie, etc. |
| 00:58:10:15 | On est en 1990. Ces pays se retrouvent sans aucune alliance. Toutes leurs alliances étaient au sein de l'Union soviétique. Il y a plus rien. Et elles ne sont pas membres de l'Europe non plus. Elles ne répondent pas aux critères de l'Europe. Elles frappent à la porte de leur vieux copain, le socialiste français François Mitterrand. |
| 00:58:27:18 | Et ces gens qui frappent à la porte, ils ont fait 10 ans de prison. Mitterrand a signé des pétitions pour eux. Il est allé leur donner des oranges dans leurs prisons, etc. « Peux-tu faire quelque chose pour nous ? Est-ce qu'on peut être quelque part où il y a des concertations sur la démocratie, sur l'État de droit ? » La Francophonie. |
| 00:58:44:19 | |
| 00:58:46:19 | Ils ont frappé à notre porte. Ça aurait été terrible de leur dire « non. » Et en même temps, leur dire « oui » ça a voulu dire qu'on a accepté, une dizaine d'États, dont le lien avec la langue française était quasi absent. Et on a manqué, à l'époque, moi le premier, mais enfin, j'ai des patrons aussi. On a manqué en leur imposant très peu de conditions par rapport à la langue. |
| 00:59:08:13 | Ce qui fait que dans la communauté francophone elle-même, la langue française est, si on exclut la France, les Belges, les Suisses et nous, il y a un immense travail. Voilà pourquoi tantôt je disais que faut que les politiques reprennent du collier dans cette affaire et... qu'on comprenne que c'est pas parce qu'on a une convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle et linguistique, qu'on a acquis grand-chose. |
| 00:59:36:03 | Cette convention nous permet de changer nos politiques. Et on ne les a pas changées. Voilà. Alors on est dans cette, on est dans cette très grande difficulté. Très grande difficulté. |

| | |
|-------------|---|
| 00:59:49:24 | <p>RT : Je vous remercie beaucoup M. Roy de cet entretien et je tiens à répéter qu'il est important que la Commission franco-qubécoise sur les lieux de mémoire communs puisse bénéficier de témoignages comme celui que vous avez donné, et surtout de les conserver et de les diffuser. Alors encore une fois, merci.</p> <p>JLR : Ça m'a fait plaisir.</p> |
| 01:00:06:04 | |